

Jean TIROLE

La vision technologique est-elle une « théorie de l'entreprise » ?

La vision technologique a pour but de définir la taille d'une entreprise. Les économies d'échelle encouragent le regroupement des activités. Et les limitations à la taille proviennent du fait que les courbes de coût moyen sont croissantes pour un niveau de production élevé, comme sur les figures 2b et 2c. Cette vision ne constitue pas réellement une théorie de la taille de l'entreprise, et ceci pour deux raisons liées.

Tout d'abord, il n'est pas évident que les économies d'échelle doivent forcément être exploitées au sein de l'entreprise. *A priori*, elles pourraient aussi être obtenues par contrat entre des entités juridiquement distinctes. Par exemple, considérons l'argument des « économies de réserves groupées » ci-dessus. Comme on l'a remarqué, une entreprise desservant plusieurs marchés rencontre moins d'incertitude que plusieurs entreprises séparées fournissant ces marchés indépendamment. Elle peut par conséquent réduire ses coûts d'investissement en investissant moins dans l'équipement destiné à la capacité de pointe. Mais un tel résultat pourrait être obtenu par un accord visant à transférer le bien à certains prix (éventuellement contingents). En réalité, les centrales électriques effectuent des arrangements afin de produire du courant électrique en commun. De même, le « problème du réparateur » d'Arrow et *al.* (1972), qui fait intervenir une fonction de production à rendements d'échelle croissants, n'implique pas que toute la production ait lieu dans une seule entreprise. Les différentes unités peuvent signer un contrat, par lequel elles acceptent de se partager les services des réparateurs, ou bien encore une entreprise de réparation indépendante peut être fondée, afin de fournir ses services aux différentes unités.

Dockès

Les théories des nouveaux classiques (également des néo-keynésiens) ont fortement contribué à l'élaboration de l'ordre productif néolibéral, à la dérégulation de la finance, à son hégémonie et à ses dérives. Et comme l'écrivait Keynes « les hommes de la pratique qui se croient libres de toute influence intellectuelle sont souvent les esclaves de quelque économiste mort » [1936, 383] (cf. tome I, p. 705, 734).

Si nous observons les changements factuels depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'événement qui clôturait le tome I de cet ouvrage, il est possible de distinguer trois moments :

1. Le temps de la croissance

Dans les douleurs d'un accouchement particulièrement difficile, un ordre productif abouti, équilibré, s'est finalement mis en place en Europe, aux États-Unis, au Japon après la Seconde Guerre mondiale, non sans d'importantes différences entre ces pays. Jamais peut-être dans l'histoire, la violence des passions et des intérêts collectifs confrontés n'avait été telle. Pour que cet ordre productif se constitue, il y fallut les massacres et les destructions de la Première Guerre mondiale et la plus grande crise de l'histoire. Il y fallut une Seconde Guerre mondiale, la victoire sur le nazisme et sur le type de société qu'il voulait imposer au monde. La confrontation avec le communisme, l'autre vainqueur de la guerre, va s'avérer un facteur de consolidation de cet ordre productif.

Au cours des années 1950-1973 (plus tôt aux États-Unis) le monde occidental (et le Japon) connaît un système productif original, un capitalisme à régulation étatique, keynéso-fordiste, un « capitalisme organisé » ou du moins régulé sur une base territoriale essentiellement nationale. On a pu parler des « Trente glorieuses » ou même de *Golden Age*. Cet âge d'or nous apparaîtrait à maints égards comme un âge de pierre. ~~C'est particulièrement échantant~~